



TRIBUT FAMILIAL

Depuis le temps qu'on entendait François Hollande et les siens promettre des économies sans que l'on voie pour autant diminuer d'un iota les déficits, on se demandait à quoi rimait ce drôle de manège. Depuis cette semaine, nous voilà fixés : si l'on n'arrive pas à baisser la dépense publique dans notre beau pays, figurez-vous que c'est de la faute... des familles !

Et qu'il n'y a donc rien de plus urgent que de démolir un peu plus une politique qui soutient la natalité française depuis plus d'un demi-siècle. La prime de naissance ? Elle sera divisée par trois à partir du deuxième enfant. Le congé parental ? Il va être réduit de moitié, à moins évidemment que vous ne soyez un homme, théorie du genre oblige. L'aide pour la nounou ? Ratiboisée si vous avez le malheur d'être une famille « aisée ». Et n'allez pas protester que vous avez déjà pris de plein fouet deux années de baisse consécutives du quotient familial (1,3 million de familles touchées) et la fiscalisation des aides à domicile, ça vous apprendra à être « aisé ».

Soyons sérieux. La France est championne toutes catégories des prestations sociales. Elle y consacre chaque année 650 milliards d'euros, le tiers du PIB. Et tous les gens sensés savent que ce système qui creuse sans fin son déficit doit être profondément réformé afin d'économiser plusieurs dizaines de milliards d'euros. Les chantiers sont connus, ce sont tous ceux auxquels le gouvernement refuse de s'attaquer : l'âge de la retraite, les dépenses de santé et les allocations dites d'assistantat. La branche famille à laquelle il s'en prend une fois de plus est marginale dans l'océan des dépenses de sécurité sociale. Et, qui plus est, c'est l'une des rares qui serait

en équilibre si on ne la ponctionnait pas chaque année pour financer des compléments de retraite.

Mais, nous dit-on, il faut bien que tout le monde prenne sa part de l'effort, c'est une question de justice sociale. Tout le monde, vraiment ? Mais où sont les efforts des fonctionnaires quand la gauche supprime le jour de carence instauré pour leurs arrêts de maladie, créant une nouvelle inégalité avec le privé ? Où sont les efforts des intermittents du spectacle, qui, contre toute équité, profitent comme jamais d'un régime d'assurance chômage exorbitant ? Où sont les efforts des allocataires du RSA, qui bénéficient grâce à François Hollande de 10% d'augmentation « exceptionnelle » en cinq ans ? Où sont les efforts dans la distribution de l'Aide médicale d'Etat, cette sécurité sociale des immigrés clandestins dont le nombre de bénéficiaires a été multiplié par trois depuis 2000, pour un coût de près d'un milliard d'euros cette année ? Où sont les efforts dans la gestion de l'Unedic quand le ministre du Travail se fait étriller par ses camarades parce qu'il veut mieux contrôler les faux chômeurs ?

La vérité est que le pouvoir choisit délibérément de s'attaquer à la famille. Si l'on regarde de près les mesures prises cette semaine, l'argument des économies à réaliser ne tient pas : l'enfant qui ne sera plus gardé par sa mère - par exemple - sera dans une crèche pour un coût au moins égal... mais on l'aura retiré à ses parents pour le confier à la société. N'est-ce pas la secrétaire d'Etat à la Famille du gouvernement Valls qui a elle-même affirmé : « *Les enfants n'appartiennent pas à leur famille* ». Rien de plus logique, dès lors, que de tailler dans les allocations, que d'imposer à l'école l'indifférenciation du genre, que de laisser la Cour de cassation reconnaître la procréation médicalement assistée pour les couples homosexuels... Une nouvelle manifestation de masse rassemblera ce dimanche les défenseurs de la famille. Le gouvernement osera-t-il prétendre qu'elle n'avait pas lieu d'être ?

POURQUOI CE GOUVERNEMENT S'EN PREND-IL TOUJOURS AUX MÊMES ?